Fuite, expulsion, intégration. Le sort des populations allemandes originaires des anciens territoires orientaux du Reich au lendemain de la Seconde Guerre mondiale

Laëtitia Michel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/7418>

DOI : 10.4000/ifha.7418

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2013

ISSN : 2190-0078

Référence électronique

Laëtitia Michel, « Fuite, expulsion, intégration. Le sort des populations allemandes originaires des anciens territoires orientaux du Reich au lendemain de la Seconde Guerre mondiale », *Revue de l'IFHA* [En ligne], 5 | 2013, mis en ligne le 17 février 2014, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/7418> ; DOI : 10.4000/ifha.7418

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

©IFHA

Fuite, expulsion, intégration. Le sort des populations allemandes originaires des anciens territoires orientaux du Reich au lendemain de la Seconde Guerre mondiale

Laëtitia Michel

NOTE DE L'ÉDITEUR

Thèse de doctorat sous la direction de Jérôme Vaillant, Université de Lille 3, soutenue le 10 décembre 2010 à Lille.

- 1 La fuite et l'expulsion des populations allemandes du Brandebourg oriental, de la Poméranie orientale, de la Prusse orientale et de la Silésie à la fin de la Seconde Guerre mondiale font partie de l'histoire des transferts forcés qui ont eu lieu en Europe au cours du XX^e siècle. Une partie de la population allemande décida de fuir face à l'avancée de l'Armée rouge à l'automne 1944. Les Alliés décidèrent, lors de la conférence de Potsdam à l'été 1945, d'amputer le Reich de ses territoires orientaux et de légitimer le transfert forcé des populations allemandes. Les réfugiés et les expulsés s'intégrèrent alors dans une nouvelle *Heimat*.
- 2 La création des deux États allemands en 1949 allait donner naissance à deux politiques bien distinctes : à l'Ouest la *Vertriebenenpolitik*, à l'Est la *Umsiedlerpolitik*. La RFA mit en place une politique d'intégration, tandis que la RDA instaura une politique d'assimilation. Elles visaient toutes deux à intégrer cette nouvelle population. Réfugiés et expulsés furent soumis à des systèmes politiques et économiques différents : la démocratie parlementaire face à la dictature d'un parti unique, l'économie sociale de marché face à l'économie

centralement planifiée. La mise en place de ces politiques prouve que les autorités n'abandonnèrent pas cette population à elle-même, mais eurent la volonté d'en faire des citoyens égaux tant aux plans économique, social que juridique. Ceux-ci contribuèrent à l'essor économique d'après-guerre. Les organisations d'expulsés et de réfugiés facilitèrent certes leur intégration, mais représentèrent aussi une source potentielle de retour à l'irrédentisme ethnique au sein de l'Europe. Cette étude ne se limite pas à l'analyse des causes et de l'organisation du transfert forcé des populations allemandes, elle porte également sur l'examen des politiques d'intégration menées tant en RFA qu'en RDA.

- 3 Après avoir accompli un travail de mémoire sur le nazisme et les crimes commis pendant la Seconde Guerre mondiale et mené l'*Ostpolitik*, l'Allemagne de l'Ouest put honorer ses propres victimes de la Seconde Guerre mondiale. La mémoire des réfugiés et des expulsés appartient désormais à l'identité allemande et s'inscrit dans le cadre du changement de paradigme qui commença en Allemagne à la fin des années 1990. À la suite de ce changement les Allemands, auparavant « bourreaux » et tenus sans distinction responsables des crimes de guerre, devinrent des « victimes ». Dans le débat public qui eut lieu sur ce sujet au début des années 2000 l'histoire des Allemands expulsés à la fin de la Seconde Guerre mondiale était encore taboue. Ni l'Allemagne ni les pays de l'Europe centrale et orientale ne pensaient jusqu'alors pouvoir accorder le statut de victime à la population du pays ennemi. Avant de commémorer ses propres victimes, l'Allemagne devait réparer ses crimes commis à l'égard des populations qu'elle avait agressées.
- 4 Cette recherche se situe à la croisée des disciplines du droit, de l'anthropologie sociale et culturelle, de l'économie, de l'histoire, de la sociologie et de la science politique. Elle se fonde sur des enquêtes menées de novembre 2002 à mai 2004 à Lübeck (Schleswig-Holstein) et à Erlangen (Bavière) auprès de personnes qui vécurent la fuite et l'expulsion (*Erlebnisgeneration*). Cette démarche sociologique est la base de la démonstration et a pour objectif d'étudier plus avant le sentiment des personnes interrogées par rapport à leur ancienne terre natale, plus de cinquante ans après les événements, ainsi que la persistance de liens avec ces territoires. La meilleure connaissance de leurs attentes, de leur point de vue sur le débat de la fin des années 1990 ainsi que du regard qu'elles portaient sur les expulsions après les politiques menées par les différents gouvernements est- et ouest-allemands figure au centre de la thèse. Cette enquête se propose de comparer le point de vue des personnes interrogées au discours des associations d'expulsés et de se demander dans quelle mesure elles se sentaient concernées par ce débat.